

POLITIQUE

Rwanda-France : le chef d'état-major rwandais en visite officielle à Paris

Jeune Afrique, le 13 mars 2022



Le général Jean Bosco Kazura en 2014, à La Haye. © MARTIJN BEEKMAN/ANP/AFP

Selon les informations de Jeune Afrique, le général Jean Bosco Kazura doit effectuer ce 14 mars une visite officielle inédite dans la capitale française.

Un an plus tôt, le scénario eût été difficile à imaginer. À l'invitation du général **Thierry Burkhard**, chef d'état-major français des armées depuis juillet 2021, un aréopage de quatre officiers des Forces rwandaises de défense (RDF) sera reçu en France du 14 au 17 mars.

À leur tête, le général **Jean Bosco Kazura**, chef d'état-major des RDF depuis 2019. Après avoir intégré la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR) durant les années de lutte (1990-1994), ce militaire dont la famille avait dû s'exiler au Burundi a ensuite exercé plusieurs hautes fonctions au sein de l'armée rwandaise. En juin 2013, il est nommé à la tête de la Minusma par l'ONU au détriment du général tchadien **Oumar Bikimo** et au grand dam du Nigeria, qui décide dans la foulée de retirer ses troupes du pays.

Reprise de la coopération militaire

Dans la délégation rwandaise attendue à Paris figureront aussi les généraux de brigade **Patrick Karuretwa** (responsable de la Coopération militaire internationale et par ailleurs ancien secrétaire particulier et conseiller du président Paul Kagame) et **Vincent Nyakarundi** (chef des services de renseignement militaire), ainsi que le colonel **Jean Chrysostome Ngendahimana** (J3 – chef des opérations et de la formation). À l'ordre du jour, la reprise de la coopération militaire entre les deux États, dont la relation bilatérale n'a eu de cesse de s'améliorer au cours des dernières années, en particulier depuis l'élection d'**Emmanuel Macron**.

En mai 2021, le président français a effectué une visite hautement symbolique au Rwanda, assortie d'un discours au Mémorial de Gisozi, à Kigali, qui avait valeur de contrition après celui tenu onze ans plus tôt, au même endroit, par **Nicolas Sarkozy**. « La France n'a pas compris qu'en voulant faire obstacle à un conflit régional ou une guerre civile, elle restait de fait aux côtés d'un régime génocidaire, avait-il résumé. En ignorant les alertes des plus lucides observateurs, la France endossait une responsabilité accablante dans un engrenage qui a abouti au pire, alors même qu'elle cherchait précisément à l'éviter. »

Quelques semaines plus tôt, le rapport de la Commission Duclert, initiée par Emmanuel Macron, avait par ailleurs permis d'aplanir le contentieux ancien entre Paris et Kigali, dû à la longue complicité entre le régime de **François Mitterrand** et celui de son homologue **Juvénal Habyarimana**.

Gendarme continental

Les choses ont bien changé depuis, le Rwanda ayant acquis à son tour un statut de « gendarme » continental, notamment en Centrafrique (un ancien pré-carré français), où il intervient militairement à la fois au titre de l'aide bilatérale et sous la bannière onusienne, et au Mozambique où une rébellion islamiste menace, outre les populations civiles, les puits de la compagnie TotalEnergies SE.

Entre 1990 et 1994, la coopération militaire entre les deux États avait été à l'origine des critiques formulées depuis 28 ans à l'encontre du rôle de la France aux côtés du régime génocidaire. Depuis lors, celle-ci était demeurée inexistante. Quelques mois après la nomination d'un nouvel ambassadeur français au Rwanda, **Antoine Anfré**, après six années de vacance du poste, la visite annoncée a manifestement pour ambition de tourner cette page.